

Que dire de l'inflation? En 1968, le premier ministre est passé à la télévision nationale pour entretenir les Canadiens de l'inflation. C'était le 13 août je crois—j'ignore si c'était un vendredi ou pas, mais ce devait l'être. Or, voici ce qu'il nous déclara:

Nous courrions au désastre financier en ne faisant rien pour contrôler les dépenses. En consacrant des sommes énormes au bien-être, à l'enseignement et à d'autres programmes sans enrayer l'inflation, nous ferions traîner à des centaines de milliers de Canadiens un boulet dont ils ne pourraient se libérer.

Voilà précisément ce que le premier ministre a fait. Il a placé un boulet au pied de centaines de milliers de Canadiens. Au lieu de mettre un frein aux dépenses, il les a accrues de plus de 50 milliards de dollars.

Ce n'est pas fameux. La dette publique est deux fois et demie plus élevée depuis que le premier ministre est au pouvoir. Elle excédera 100 milliards de dollars cette année. La dette publique a augmenté plus vite avec le présent premier ministre qu'avec tout autre premier ministre dans l'histoire du Canada. S'il recherche les records, en voilà certes un! Avec le premier ministre, le Canada descend plus vite la pente que Steve Podborski. Je me demande ce qu'il faut qu'il se produise au pays pour que les députés libéraux et le premier ministre se rendent compte de leur incurie. Je me demande quelle catastrophe ils attendent.

Nous avons déjà une fuite de capitaux de l'ordre de 6 milliards de dollars. Ces capitaux contribuent ailleurs à créer des emplois, à construire des industries et à engendrer de la productivité. Comme le député d'Athabasca (M. Shields) l'a maintes fois fait remarquer, nous avons de moins en moins de puits de forage et le ministre de l'Énergie persiste à dire joyeusement qu'il nous en reste encore beaucoup. Ceux qui restent sont là parce que les sociétés qui les possèdent ont un travail à finir, mais elles les déplaceront aussitôt après là où elles pourront faire de bonnes affaires, là où leurs investissements leur profiteront. Il n'y a aucun espoir que nous atteignions l'autarcie au rythme où nous allons. La conjoncture est ici peu propice à inciter les détenteurs de capitaux à les investir au Canada.

On ne fait pratiquement rien pour venir en aide à l'agriculture dans l'ouest du Canada. Ce ne sont que vains discours de la part des autorités. Et pourtant on compte plus d'un million de chômeurs. L'inflation, la dette nationale et la fonction publique ne font que s'accroître. On emprunte aussi de plus en plus. Nous ne payons pas nos dettes et au contraire nous empruntons 14 milliards de dollars de plus. Que faudra-t-il pour réveiller les députés libéraux de l'autre côté et leur faire comprendre que leurs décisions auront des conséquences graves pour le pays. Ils se demandent pourquoi il y a des gens dans l'Ouest qui parlent de séparation. Les gens de l'Ouest en parlent parce que le gouvernement ne veut rien écouter et ne veut rien voir. Je crois comprendre que lorsque le ministre de l'Énergie s'est rendu dans l'Ouest, il lui a fallu se faire escorter de quatre agents de la GRC en costume de ville pour assurer sa protection. Combien ces mesures de protection ont-elles coûté? Il est étrange qu'un ministre voyageant au Canada demande la protection de la Gendarmerie royale. C'est probablement la première fois dans l'histoire du pays qu'une telle chose se produit. Si le ministre faisait son travail et offrait un arrangement équitable, il ne se trouverait pas dans cette situation. Le ministre a allégué qu'il ne pouvait conclure une entente équitable parce que l'Alberta refusait de négocier.

Pouvoir d'emprunt—Loi

L'Alberta a fait une offre qui a été rejetée. Le gouvernement est disposé à payer le pétrole étranger \$38 et \$40 le baril, mais il refuse de payer \$20 et \$25 pour le pétrole canadien qui aiderait à créer de l'emploi.

● (1520)

Il y a également la question honteuse de notre dette extérieure. Pour illustrer mon propos, je voudrais faire un retour en arrière. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, la dette extérieure du Canada s'élevait à sept milliards de dollars. A cette époque, le Canada disposait d'une industrie navale qui, au plus fort de son activité, pouvait produire un cargo de 10,000 tonnes tous les deux jours, une industrie aéronautique qui construisait des bombardiers Lancaster, des chasseurs-bombardiers Mosquito ainsi que des chasseurs Hurricane et une industrie automobile qui occupait le deuxième rang mondial en importance. Notre pays disposait d'une immense quantité de ressources naturelles et d'une population énergique et désireuse de travailler; tous ces facteurs créaient une situation d'expansion économique sans donner lieu à une demande excessive de matières premières importées.

En 1945, le Canada avait les moyens de devenir un exportateur net de capitaux. En 1978, alors qu'il aurait dû se situer sur un pied d'égalité avec la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, il n'était toujours pas sorti de ce cercle vicieux de l'exportation de matières premières et de l'importation de produits finis qui a eu pour conséquence de créer des emplois ailleurs tout en obligeant les Canadiens à vivre pauvrement ou à devenir des assistés sociaux ou des chômeurs. En 1977, soit en temps de paix, la dette du Canada atteignait 106 milliards de dollars. Comment pouvons-nous comparer ce montant à la dette d'autres pays et être fiers? A la fin de 1976, par exemple, la dette de l'Argentine atteignait six milliards de dollars, celle du Brésil, quatorze milliards, celle de la Corée du Sud, sept milliards et celle de l'Espagne, 6,7 milliards, mais le Canada, lui, avait accumulé une dette de 106 milliards de dollars. Pourquoi?

A mon avis, c'est parce que le Canada s'est laissé aller à une longue orgie de dépenses à l'étranger, parce qu'il a acheté à l'étranger et créé des emplois ailleurs tandis que ses propres citoyens ne pouvaient se trouver du travail. Le gouvernement du Canada a été déficitaire pendant 24 ans sur 28. Quand il ne parvient pas à équilibrer son budget, il emprunte pour rembourser ses dettes. Comment pouvons-nous jamais avoir un excédent budgétaire quand notre gouvernement gère ses finances de cette manière?

Augmenter des déficits ne fait que retarder la croissance et créer du chômage. La force d'une nation repose sur la valeur de ses avoirs à l'étranger, mais d'après le premier ministre (M. Trudeau) et son gouvernement, notre force est à la mesure de nos dettes à l'étranger. Selon le parti libéral, plus les gens sont endettés, plus ils sont prospères. En 1976, nous avons versé au-delà de quatre milliards de dollars aux Américains pour acquitter l'intérêt sur notre dette. Aujourd'hui cela nous coûte six milliards et nous ne remboursons même pas le capital. Aucune autre entreprise ne survivrait ainsi.

Je me reporte à la fin du deuxième conflit mondial, alors que la guerre avait affaibli l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. La plupart de leurs industries de base avaient été bombardées et leurs terres étaient en grande partie détenues par d'autres pays comme la Mandchourie, la Chine et la Corée. On avait